



**ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE**  
**DIRECTION DE LA MAINTENANCE, DE L'ARCHITECTURE ET DES JARDINS**  
**Service Maintenance et Architecture**

**LOCATION-ECHANGE ET ENTRETIEN DES TAPIS ANTI-  
SALISSURE ET RECEPTACLES D'HYGIENE FEMININE  
MARCHE N° 2025-157M**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - GENERALITES .....</b>	<b>3</b>
<b>1.1    Objet du marché .....</b>	<b>3</b>
<b>1.2    Périmètre géographique.....</b>	<b>3</b>
<b>1.3    Obligation de résultat.....</b>	<b>5</b>
<b>1.4    Cadre réglementaire .....</b>	<b>5</b>
 <b>ARTICLE 2 – MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	 <b>7</b>
<b>2.1    Tenue du personnel.....</b>	<b>7</b>
<b>2.2    Initiatives et propositions d'interventions .....</b>	<b>7</b>
<b>2.3    Matériel .....</b>	<b>7</b>
<b>2.4    Modalités d'accès .....</b>	<b>8</b>
<b>2.5    Contrôle .....</b>	<b>8</b>
<b>2.6    Qualité des équipements livrés.....</b>	<b>9</b>
 <b>ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....</b>	 <b>10</b>
<b>3.1    Tapis anti-salissure .....</b>	<b>10</b>
3.1.1 Spécifications techniques des tapis anti-salissure .....	10
3.1.2 Modalité et fréquence d'exécution des échanges de tapis anti-salissure .....	11
3.1.3 Spécifications dimensionnelles, quantité et localisation des tapis anti-salissures.....	12
<b>3.2    Réceptacles d'hygiène féminine .....</b>	<b>14</b>
3.2.1 Spécifications techniques des réceptacles d'hygiène féminine .....	14
3.2.2 Quantitatif et localisation .....	15
3.2.3 Modalité et fréquence d'exécution des échanges de réceptacles.....	19
3.2.4 Evacuation et traitement des déchets .....	19
<b>3.3    Les prestations à bons de commande.....</b>	<b>20</b>
 <b>ANNEXES .....</b>	 <b>20</b>

# **ARTICLE 1 – GENERALITES**

## **1.1 Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) concernent l'exécution de prestations régulières de service, pour le compte de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML), relatives à :

- La location, l'échange et l'entretien des tapis antisalissure,
- La location, l'échange et l'entretien des réceptacles d'hygiène féminine.

Ce marché est passé pour une durée de 4 ans ferme et il est essentiellement de nature forfaitaire.

Il comprend également un bordereau de prix pour des prestations similaires à celles prévues au forfait qui seront éventuellement passées sur bons de commande dans le cas de besoins supplémentaires non prévus au forfait.

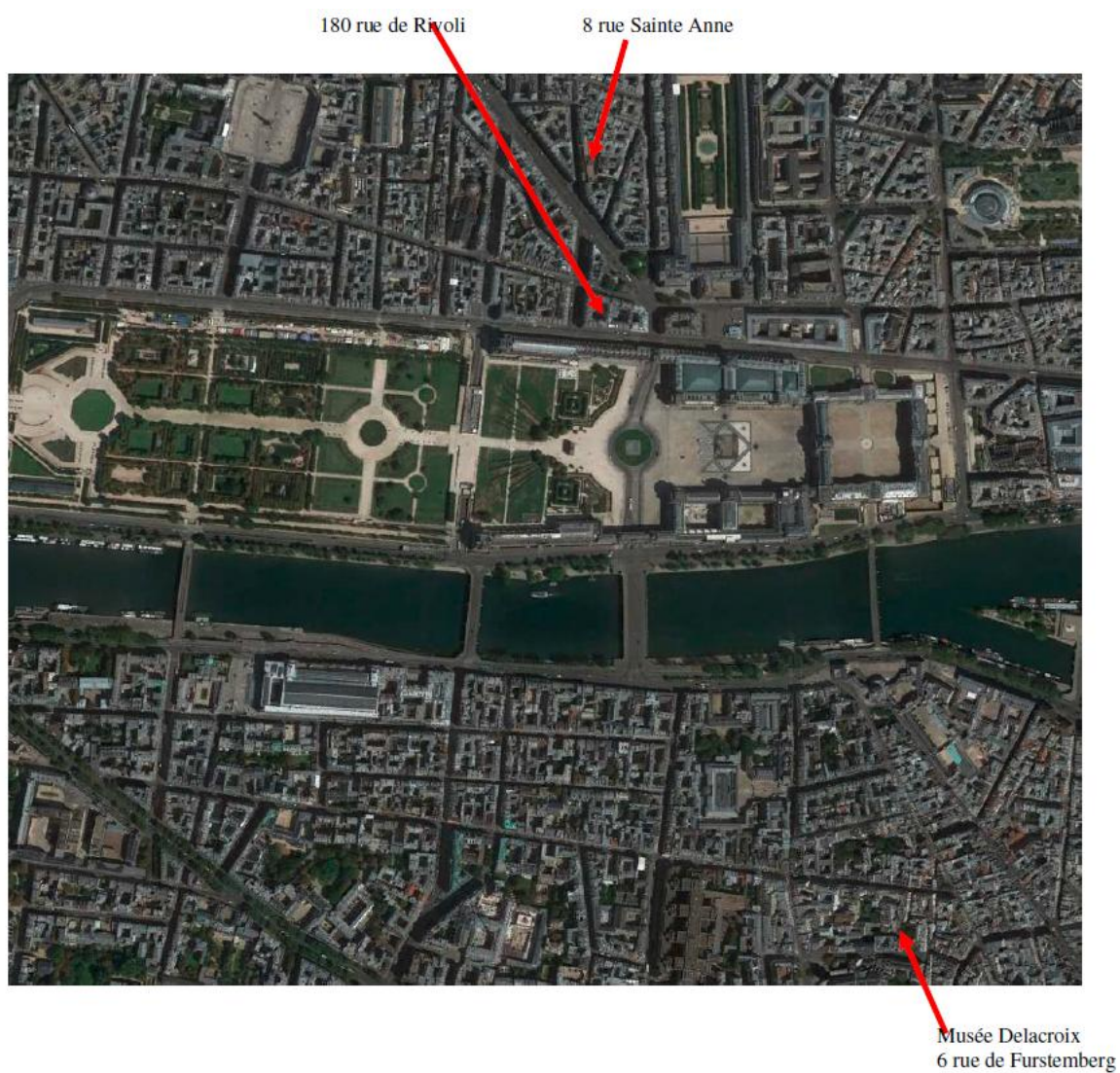
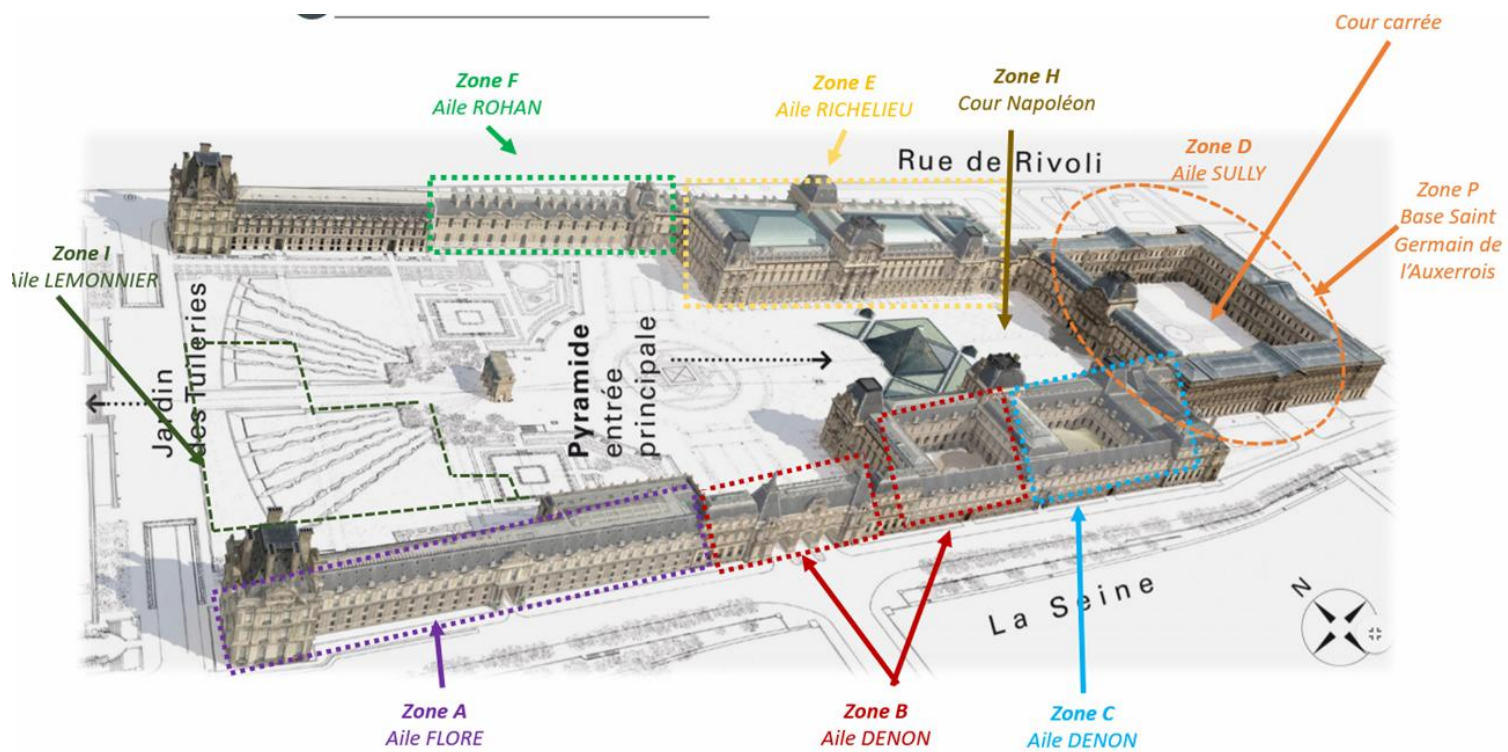
## **1.2 Périmètre géographique**

Les prestations sont à réaliser sur la totalité du périmètre du domaine à savoir :

- L'ensemble du Palais du Louvre situé du nord au sud entre les rues de Rivoli et le quai François Mitterrand d'une part, et d'est en ouest de l'esplanade Saint-Germain de l'Auxerrois à la grille de la Concorde d'autre part et comprenant les cours Napoléon et Carrée, les jardins du Carrousel et des Tuileries ainsi que les jardins périphériques, les fossés et passages piétons, y compris les façades et/ou clôtures sur les rues, les quais et la place de la Concorde
- Le Musée Eugène Delacroix et son jardin
- Les espaces occupés par l'EPML dans les bâtiments administratifs du 180 rue de Rivoli et du 4-6-8 rue Sainte Anne.

Ces zones sont sectorisées de la façon suivante :

- Flore : secteur A
- Denon : secteurs B et C
- Sully : secteur D
- Richelieu : secteur E
- Rohan : secteur F
- Napoléon : secteur H
- Carrousel : secteur I
- Jardin du Carrousel : secteur O
- Jardin des Tuileries : secteur Q
- 180, rue de Rivoli : secteur S
- Musée Delacroix : secteur T
- 4 rue Sainte Anne : secteur V



## 1.3 Obligation de résultat

La prise en charge des prestations définies dans le présent marché constitue un contrat d'entreprise avec obligation de résultat :

- Satisfaction du public, des agents et de la personne chargée de la conduite du marché par la qualité du service,
- Le respect des textes législatifs relatifs au traitement des réceptacles d'hygiène féminine et tapis anti salissure,
- Le respect des délais d'intervention et continuité des prestations,
- La traçabilité de l'ensemble de la prestation,
- La qualité des équipements et de la prestation,

Le titulaire, dans le cadre de son obligation de résultat, doit maintenir l'ensemble des équipements en complet et parfait état de fonctionnement et conformité avec la réglementation et assurer les prescriptions et les modalités d'intervention décrite dans le CCTP.

## 1.4 Cadre réglementaire

Le prestataire est contractuellement tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent concernant l'intégration de la sécurité, l'hygiène et le respect des règles et normes sanitaires.

Le titulaire doit fournir les produits qui respectent, au jour de leur livraison, les normes européennes et la réglementation existantes en termes de qualité, de sécurité d'hygiène et autre qui s'appliquent à ce type de produit.

Les produits destinés au nettoyage et désinfection des équipements doivent constituer aucun danger pour les usagers. Toutes les fiches techniques et de sécurité devront être communiquées conformément à l'article R 231-53 du Code du Travail.

Le prestataire doit fournir le document du plan qualité + synoptique usine (marche en avant).

Toute fourniture, article, produit, objet du marché devra être conforme aux derniers règlements, lois et décrets en vigueur.

La présentation de ces décrets, arrêtés et circulaires n'est pas exhaustive. Il appartient à chaque candidat de vérifier, valider et compléter cette énumération selon les textes en vigueur :

- Le code du travail
- Le code de la santé publique
- Le code de l'environnement
- Le règlement sanitaire départemental de paris : arrêté n°79-561 du 20 novembre 1979 modifié par les arrêtés n°82-10468 du 4 juin 1982, n°86-10377 du 23 avril 1986 et n°89-10266 du 3 avril 1989,
- La loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées.
- La loi n°75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Le décret n°97-1048 du 6 novembre 1997, relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés à des pièces anatomiques modifiant le code de la santé publique.
- Arrêté du 7 septembre 1999 (annexe 8)
- Le décret n°95-1027 du 18 septembre 1995, relatif à la taxation sur le traitement et le stockage des déchets
- La loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- Le décret n°97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux
- L'arrêté du 7 septembre 1990 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risque infectieux et assimilés et des pièces anatomiques
- L'arrêté ministériel du 23 août 1989 relatif à l'incinération des déchets contaminés dans une

usine d'incinération d'ordures ménagères

- La circulaire n°96-59 du 1er février 1996 relative aux procédés de désinfection des déchets d'activité de soins et assimilé
- Arrêté du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2345 relative à l'utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou des vêtements.
- Norme NF EN 14065 Mai 2003 - Textiles traités en blanchisserie – Système de maîtrise de la bio-contamination. Cette norme européenne décrit un système de management permettant d'assurer la qualité microbiologique des textiles traités en blanchisserie utilisés dans des secteurs spécifiquement définis, dans lesquels la maîtrise de la bio-contamination est nécessaire.

Le titulaire fournit ses agréments préfectoraux exigibles, dans le cadre de la prestation relative au traitement des déchets issus des réceptacles d'hygiène féminine, au début du marché. Par la suite, le titulaire avertit la personne chargée de la conduite du marché sans délai de toute modification ou suppression de ses agréments préfectoraux relatifs à l'exécution des prestations.

Le titulaire informe la personne chargée de la conduite du marché de tout changement des normes et réglementations, et indique les conséquences en terme d'organisation qui résultent de la mise en conformité des prestations.

## **ARTICLE 2 – MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION**

### **2.1 Tenue du personnel**

Le personnel du titulaire intervenant au titre du présent marché sera obligatoirement détenteur d'un badge (selon conditions d'obtention au CCAP) qu'il portera de façon visible pendant toute la durée de l'intervention.

Les techniciens porteront une tenue de travail conformément aux normes de sécurité.

Le titulaire dote son personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à sa fonction. Les tenues doivent être propres et soignées.

Aucun agent du titulaire ne peut être admis s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail, s'il est démuné de l'insigne du titulaire, à l'exclusion de tout marquage dont l'aspect publicitaire serait considéré par la personne chargée de la conduite du marché comme excessif, ou s'il présente une tenue négligée.

Les tenues et badges ou inscriptions sont à présenter à la personne chargée de la conduite du marché.

L'EPML se réserve le droit d'interdire l'accès des bâtiments à tout agent du Titulaire qu'il estimerait indésirable, notamment du fait de sa tenue ou de sa conduite en service.

Par ailleurs, le titulaire établira, en début de marché, avec l'EPML un plan de prévention qu'il respectera scrupuleusement et qu'il mettra à jour chaque année.

### **2.2 Initiatives et propositions d'interventions**

Dans le cadre du forfait, le titulaire intervient de sa propre initiative ou sur demande de la personne chargée de la conduite du marché en cas de défaillance.

Lorsqu'en cours d'exécution, il est constaté que des compléments ou des modifications seraient à apporter aux prestations prévues au marché (installation d'équipements supplémentaires, modification du planning de collecte...), le titulaire en informe la personne chargée de la conduite du marché qui décide de la suite à donner.

### **2.3 Matériel**

Le titulaire met en place des moyens conformes à la réglementation nécessaire à la bonne exécution de ses prestations : véhicules de livraison, chariot de pré collecte...

Les équipements mis en place par le titulaire à la prise en charge du marché sont neufs, la personne chargée de la conduite du marché se réservant le droit d'en demander la justification.

Tout matériel non conforme ou dangereux est mis immédiatement hors de service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Toute modification ultérieure du parc matériel est soumise à l'accord préalable de la personne chargée de la conduite du marché, qui se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation lui paraît susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers.

## 2.4 Modalités d'accès

L'échange et la livraison des équipements, objets de ce marché, sont effectués depuis l'aire de livraison ou aux postes d'accueil et de contrôle du Musée. Le stationnement sur la voie publique est soumis à la réglementation du code de la route en vigueur. Aucun stationnement n'est possible sur le domaine du Louvre.

Le stockage même temporaire du matériel et des équipements est effectué sous la responsabilité et aux risques du titulaire.

Le titulaire devra respecter les consignes de chargement et déchargement de l'aire de livraison précisées à l'annexe 1.

Il devra également se conformer aux prescriptions de circulation dans la VDI figurant dans l'annexe 2.

Le titulaire prévoit pour l'évacuation et l'échange de ses tapis et réceptacles les chariots adaptés dont le modèle sera préalablement validé par l'EPML.

## 2.5 Contrôle

Avant le début d'exécution des prestations ou au plus tard dans les quinze jours qui suivent, un état des quantitatifs est établi contradictoirement entre la personne chargée de la conduite du marché et le représentant du titulaire.

Le titulaire met en place un dispositif de contrôle interne, afin d'assurer une prestation de qualité, et la fréquence des contrôles internes doit être suffisante pour assurer sur l'ensemble du site, le respect de l'obligation de résultat.

Après chaque intervention, le titulaire rend compte de la prestation par courriel à la personne en charge du marché qui pourra demander, en outre, les relevés résultant de l'autocontrôle.

Par ailleurs, il sera effectué régulièrement des contrôles qualités, programmés un par mois au minimum, qui ont pour objet de vérifier que le niveau de qualité est conforme à celui attendu et précisé à l'article 2.6 suivant.

Le titulaire et la personne en charge du marché procèdent ensemble à leur programmation à des dates prévisionnelles sur une période longue au maximum de six mois.

La date et l'heure du contrôle programmé sont confirmées au titulaire par courriel, au minimum 48 heures avant le contrôle. Le titulaire prend toutes dispositions pour être présent.

Ces contrôles doivent constituer l'occasion d'un dialogue à propos de la qualité de la prestation effectuée et de son amélioration.

Sans préjudice de l'application des pénalités, tout contrôle qualité négatif doit obligatoirement faire l'objet de proposition par le titulaire d'actions correctrices et doit être suivi d'un nouveau contrôle portant sur les mêmes points de contrôle jusqu'au constat d'une situation conforme.

Chaque trimestre, une réunion sera organisée avec le titulaire et la personne en charge du marché afin de faire un point d'étape sur les prestations réalisées et les éventuelles difficultés rencontrées.

## 2.6 Qualité des équipements livrés

La qualité des équipements livrés est appréciée par l'examen de 3 critères :

➤ **L'aspect**

L'aspect est la première impression visuelle de netteté, de propreté et de maintien qu'offre un équipement, il est vérifié par un contrôle qualité de la livraison.

➤ **Le confort**

Le confort est constaté lorsque les prestations d'entretien :

- Supprimer les mauvaises odeurs dues aux souillures de différentes natures, par l'utilisation de produits appropriés,
- Sont effectuées à l'aide de produits dont les odeurs ne doivent pas apporter de gêne et qui respectent les exigences de qualité,
- Sont effectuées de telle sorte que les surfaces traitées ne soient pas désagréables au toucher et au contact.

➤ **Le respect en matière de développement durable et de sécurité**

Les techniques et produits utilisés ne doivent pas constituer de dangers pour la santé du personnel et des usagers

Les articles qui ne répondent pas à ces critères sont repris par le titulaire pour un nouveau traitement gratuit afin de satisfaire cette qualité de service irréprochable.

Le titulaire doit se soumettre à des méthodes de traitements conformes aux critères d'usage et aux règles d'hygiène y compris l'hygiène micro biologique.

Il est, par conséquent, interdit d'utiliser des produits qui pourraient présenter par leur rémanence sur les articles un risque pour les utilisateurs, le public et pour le personnel de l'établissement.

Le titulaire devra faire état d'une procédure écrite concernant son organisation et son fonctionnement

Cette procédure comprendra :

- La séparation des équipements propres et sales durant le transport, le traitement et la mise à disposition
- Le ramassage et l'acheminement des équipements sales vers les locaux du prestataire effectués en sacs fermés.
- La description des procédures d'entretien avec notamment des procédures spécifiques pour les équipements contaminés.
- Le stockage dans des pièces propres distinctes de celles où est entreposé le matériel sale
- L'association du personnel interne aux différentes procédures (sensibilisation aux règles d'hygiène, points réguliers avec les responsables...)
- Mise à disposition de matériel dans le cadre des procédures de fonctionnement (chariots, portants...)
- Le nettoyage et la désinfection des chariots de ramassage des équipements sales avant réutilisation
- Les moyens mis en œuvre pour faciliter le tri et le comptage (utilisation de code barre, mis à disposition de scanner en interne) etc.

Ces articles étant loués, ils restent la propriété du titulaire du marché et ils lui seront rendus en fin de marché.

**Néanmoins, concernant les tapis de la PSE, soient ceux estampillés du logo du Louvre, ils doivent être détruits, par tous moyens, par le Titulaire. Ce dernier devra remettre, par la suite, au représentant du pouvoir adjudicateur, la preuve de la destruction, par tout moyen que ce soit.**

## ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 3.1 Tapis antisalissure

Le titulaire assure la fourniture d'un ensemble de tapis anti-salissure neufs, livrés, entretenus et maintenus en garantie totale, et mis en place aux différentes portes d'entrée du musée du Louvre, du jardin des Tuileries, de l'immeuble du 180 rue de Rivoli et du musée Eugène Delacroix affectées au public et/ou au personnel, voire dans certains locaux.

De ce fait, ils sont soumis quotidiennement à une circulation piétonne intense. Ces tapis doivent retenir les salissures, l'humidité et la poussière, éviter les glissades, protéger les sols, tout en étant agréables pour les yeux et être assuré d'un bon maintien pour éviter tout gondolement.

Ils devront, en outre, être pourvus d'un système antidérapant en sous-face, notamment pour les 3 tapis installés dans les fosses, afin d'éviter tout glissement et déplacement malgré la fréquence de passage

#### 3.1.1 Spécifications techniques des tapis antisalissure

Les tapis doivent justifier des spécifications suivantes :

- Fibres issues de matière recyclée
- La rétention d'eau : L'indice d'absorption et capacité du tapis à retenir les litres d'eau devra être au minimum de 3 litres au m2.
- La résistance à l'écrasement : Le produit proposé devra avoir une parfaite tenue en tenant compte d'une fréquentation élevée, sachant que la résistance à l'écrasement s'apparente au temps nécessaire à un tapis pour perdre son apparence attractive et sa fonctionnalité
- Les propriétés antisalissure : les produits proposés devront avoir un très bon pouvoir de captation et de dissimulation des débris
- L'accessibilité : Les tapis doivent être appropriés aux roues (chaises roulantes, chariots ou roulettes de valises) avec un profil peu profond sur 4 côtés pour les tapis à plats, sans écrasement et sans mémoire de forme pour ne pas gondoler.
- Le classement au feu : Les produits proposés devront garantir une résistance à la chaleur et à la propagation au feu. Ils devront être conformes au classement au feu Bfl-S1 selon EN 13501-1 et être certifiés au feu par un laboratoire européen indépendant.
- La réduction des risques de chutes et glissades : la semelle devra être antidérapante, sans DOP. Elle devra assurer un maintien immobile au sol, y compris dans les fosses
- La résistance aux UV : le produit proposé devra garantir une tenue de la couleur stable, résistante à la lumière
- La couleur gris anthracite Sans logo ni marque du fabricant ou du prestataire apparent
- L'épaisseur : les produits proposés devront avoir une épaisseur de 10mm (+ ou- 1mm). Ils font l'objet de spécifications dimensionnelles au chapitre 3.1.4

Un échantillon sera remis par le candidat dès le début du marché et sera soumis à la validation de l'EPML.

### 3.1.2 Prestation supplémentaire éventuelle – tapis avec logo du musée du Louvre et tapis avec logo sur bon de commande

#### **Forfait :**

Le présent marché comporte deux prestations supplémentaires éventuelles **obligatoires**. Les PSE sont les suivantes :

**PSE 1 : Fabrication des tapis anti-salissure des entrées du personnel (PAC) dès le début de l'exécution du marché avec le logo du musée du Louvre.**

**PSE 2 : Fabrication des tapis anti-salissure des entrées des publics et dans divers locaux dès le début de l'exécution du marché avec le logo du musée du Louvre.**

Si l'une, l'autre ou les deux PSE sont retenues par le musée du Louvre à l'attribution du marché les tapis concernés seront à fabriquer dès le début de l'exécution du marché avec le logo du musée du Louvre selon les exemples ci-dessous.



Les fichiers informatiques nécessaires seront fournis au titulaire au format pdf.

Ces PSE font l'objet d'une plus-value dont le chiffrage est attendu à la DPGF.

#### **BPU :**

Les tapis commandés sur la part à commande pourront également faire l'objet de l'apposition du Logo ci-dessus présenté.

Le cas échéant, les fichiers informatiques nécessaires seront fournis au titulaire au format pdf.

L'ajout du logo fait l'objet d'une plus-value dont le chiffrage est attendu au BPU.

### 3.1.3 Modalité et fréquence d'exécution des échanges de tapis antisalissure

Le titulaire procède à l'échange des tapis antisalissure selon une fréquence hebdomadaire,

impérativement le mardi quand ils sont implantés aux entrées du public, à partir de 7h30 et jusqu'à 16h30.

Le titulaire procède à l'échange de ces tapis en un seul voyage. Les équipements sales ne devront pas être mélangés avec les propres.

Tous les tapis localisés ci-dessous seront échangés hebdomadairement contre des tapis propres et à l'état neuf quel que soit leur degré de salissure.

Tous les tapis sont remplacés par le titulaire à leur emplacement, à l'exception de ceux implantés à l'entrée de la pyramide, qui sont à échanger à l'aire de livraison.

En cas de non-respect des horaires prévus, l'EPML peut appliquer des pénalités de retard.

Le titulaire doit tout mettre en œuvre, à ses frais, pour garantir la régularité et ponctualité des ramassages et des livraisons même en cas d'intempéries ou d'autres causes d'empêchement.

Les quantités et qualités de chaque article restitué sont égales aux quantités enlevées et au descriptif qualitatif. Elles sont constatées par un bordereau de remise, en double exemplaire et signé par les deux parties et précisant au minimum :

- La date et l'heure de passage
- Le nombre d'équipements retiré et livré avec leur caractéristique et dimension

Si le jour d'enlèvement et livraison correspond à un jour férié, la livraison aura lieu le lendemain dans les mêmes créneaux horaires et sans gêne.

Nonobstant le décalage des livraisons en pareil cas de jours fériés, aucune modification des tournées antérieures ne sera autorisée.

En revanche, l'EPML se réserve le droit de modifier le calendrier d'intervention en prévenant le titulaire au moins 48h à l'avance en cas d'événements exceptionnels qui pourraient rendre difficile la collecte, l'évacuation et l'échange des tapis.

Il appartient au titulaire de remplacer dans un délai de 24 h tout équipement comportant une défectuosité constatée résultant d'une utilisation normale et anormale, ou ne répondant pas aux critères qualité attendue sur simple appel téléphonique du représentant de l'EPML.

Aucune indemnité pour perte, vol, dommages, négligence ne sera allouée à l'entreprise.

### 3.1.4 Spécifications dimensionnelles, quantité et localisation des tapis antisalissures

Les localisations de ces équipements sont les suivantes :

<i>LOCALISATION</i>	<i>DIMENSION</i>	<i>QUANTITE</i>
<b><i>MUSEE DU LOUVRE</i></b>		
<b><i>PASSAGE DES LIONS</i></b>	185 x 215 (inclus dans une fosse) 200 x 200 (inclus dans une fosse)	1 1
<b><i>AILE EN RETOUR MOLLIE</i></b>	115 x 240	1

<b>PASSAGE LEFUEL</b>	85 x 150	1
<b>AILE DU BORD DE L'EAU – ACCES AUX BUREAUX DEPUIS LA COUR LEFUEL</b>	115 x 240 85 x 150	1 1
<b>PASSAGE DES ARTS</b>	150 x 300	1
<b>PAVILLON DES ARTS - 2<sup>ème</sup> étage</b>	110 x 160 150 x 250	1 1
<b>ENTREE DE L'ORATOIRE</b>	115 x 166,5 (inclus dans une fosse) 115 x 180	1 2
<b>VDI – MAGASIN D'HABILLEMENT</b>	110 x 160 115 x 240 85 x 150	1 2 1
<b>AILE ROHAN</b>	150 x 250 115 x 200	2 1
<b>PYRAMIDE</b>	150 x 300 115 x 240	4 1
<b>INFRASTRUCTURE COUR NAPOLEON – ACCES AU RESTAURANT DU PERSONNEL DEPUIS L'ALLEE DU GRAND LOUVRE</b>	85X200	1
<b>JARDIN DES TUILERIES</b>		
<b>ACCES AUX BUREAUX ET VESTIAIRES DES JARDINIERS ET SURVEILLANTS</b>	115 x 180	3
<b>SANITAIRES PUBLICS FEUILLANTS</b>	115x180	1
<b>SANITAIRES PUBLICS CONCORDE</b>	115x180	1
<b>PC CONCORDE</b>	85x150	1
<b>PC CENTRAL</b>	85x300	1
<b>180 RUE DE RIVOLI</b>	85 x 200	1

<b>MUSEE EUGENE DELACROIX</b>	80 X 120	3
<b>TOTAL</b>		36

Le nombre total de **tapis antisalissures** sera à vérifier à la notification du marché par l'entreprise titulaire.

La personne chargée de la conduite du marché peut notifier au titulaire par simple Ordre de Service, sans incidence financière, toute variation du nombre de **tapis antisalissures** à traiter au titre du forfait sous réserve qu'elle reste comprise entre -5% et +5% du nombre de **tapis antisalissures** global précisé ci-dessus.

## 3.2 Réceptacles d'hygiène féminine

Le titulaire du marché assure la fourniture d'un ensemble de réceptacles d'hygiène féminine neufs, livrés, entretenus, maintenus en garantie totale et mis en place dans chaque cabine des sanitaires femmes et sanitaires handicapés du Musée du Louvre, et affectés au public et au personnel. Ces réceptacles seront tous échangés (selon la fréquence déterminée ci-dessous à l'article 3.2.3) quel que soit leur utilisation.

Le titulaire du marché assure de surcroît la désinfection de ces réceptacles et l'évacuation, le transport et le traitement des déchets issus de ces réceptacles conformément à la réglementation en vigueur.

### 3.2.1 Spécifications techniques des réceptacles d'hygiène féminine

Les équipements mis à disposition par le titulaire du marché doivent garantir une hygiène totale et présenter les caractéristiques suivantes :

- Réceptacle en ABS recyclé et recyclable pourvu d'un couvercle évitant tout contact même visuel avec la zone sale (double trappe),
- Solution biologique de dégradation des matières organiques et neutralisation des odeurs biodégradable,
- Conforme aux normes environnementales,
- Contenance adaptée aux besoins. (L'ensemble des réceptacles fournis sera identique et aura une contenance comprise entre 17 litres et 30 litres),
- Intégration à l'ergonomie des sanitaires avec pose au sol mono couleur blanc.

Le titulaire devra apporter une description technique complète reprenant les éléments suivants :

- Matériaux utilisés,
- Forme,
- Dimensions,
- Contenance,
- Description de la garantie d'herméticité,
- Description de la garantie contre les odeurs,
- Fiche de Données de Sécurité,
- Toutes autres informations techniques

### 3.2.2 Quantitatif et localisation

Le nombre de réceptacles au 31 décembre 2025 est de 335 :

- 141 réceptacles d'hygiène féminine destinés aux locaux publics
- 212 réceptacles d'hygiène féminine destinés aux locaux personnels

Cette quantité se décompose comme suit :

SANITAIRES LOCAUX PUBLICS			
Région	Etage	Département	Qté
<b>NAPOLEON</b>	Accueil+ Mezzanine	Accueil public	50
<b>RICHELIEU</b>	Studio		8
	RdC	Sculptures	4
	RdC	Antiquités Orientales	5
	Mezzanine	Entrée Self public	5
	1er étage	Objets d'Arts	4
	1er étage	Objets d'Arts	5
		Accueil	5
	1er étage	Objets d'Arts	5
	2ème étage	Peintures	4
	2ème étage	Peintures	5
<b>SULLY</b>	Mezzanine	Histoire du Louvre	4
	-1	Champollion	4
	-1	Antiquités Orientales	5
	RdC	Antiquités Egyptiennes	6
	1er étage	Objets d'Arts	1
	1er étage	Antiquités Egyptiennes	1
	1er étage	A G E R	1
	2ème étage	Peintures	2
	2ème étage	Peintures	2
	2ème étage	Peintures	3
<b>DENON</b>	RdC	Egypte Romaine	2
	1er étage	Arts Graphiques	4
	1er étage	Peintures	2
	RdC		3
<b>DELACROIX</b>	Rez de jardin		1
<b>TOTAL DANS LES SANITAIRES PUBLICS</b>			<b>141</b>

SANITAIRES LOCAUX DU PERSONNEL			
Région	Etage	Département	Qté

<b>RICHELIEU</b>		PC 5000	1
		VIGIE	1
	2ème	Base vie	1
	Escalier ministre	Salle de repos	2
	1er	B encadrement Napoléon III	1
	1er	B encadrement Napoléon III	1
	2ème	Salle de repos	1
	RDC	Khorsabad	1
	1è	Bureau Région	1
<b>ROHAN</b>	-1	Ascenseur	4
	-1	MC8	1
	-1	Marbrerie Peinture	2
	6ème	Bureaux	2
	5ème	Bureaux	3
	4ème	Bureaux	4
	1er	Pompiers	1
	RDC	Infirmierie	3
	VDI	Reserve	1
<b>SULLY</b>		Bureau Région	2
		base vie	6
		Conservation	2
	3ème	Archives	1
	MEZZANINE	Locaux Sociaux	22
		Salle de sport	4
	VDI	Locaux sociaux	15
	AGER 1ER	Reserve Campana	1
		Auditorium	1
<b>PYRAMIDE</b>	VDI	Entreprises Extérieures	4
		Autocom	3
		Habillement	2
		<b>S/TOTAL</b>	<b>94</b>

#### SANITAIRES LOCAUX DU PERSONNEL

Région	Etage	Département	Qté
<b>NAPOLEON</b>		Bureau Napoléon	13
		VIP	1
		PC Napoléon	1
		Base vie	1
		Base vie prestige	1
		Atelier Pédagogique	2
		Conférenciers	2
<b>DENON C</b>		PC	1
		Bureau Région	1
<b>DENON B</b> <b>MOLLIE</b>		Régie Basse	1
		Régie Haute	1
	VDI	Vestiaire Mollien	4
	MEZZANINE	Vestiaire Mollien	10
	3ème	Surveillance Mollien	2

	2ème	Surveillance Mollien	1
	1er	FIN/Juridique	2
	1er	A G E R	1
	1er	Antiquités Orientales	2
	1er	Visconti/A G E R	1
	RDC	DELEG/COORDIN	1
	RDC	Salle de repos	1
	RDC	Direction	2
	-1	Lefuel/C A L A O	1
	5ème	Habillement	3
<b>DENON FLORE</b>	3ème	Palier Art Graphique	2
	3ème	Couloir Art Graphique	1
	3ème	Mezzanine Documentation	1
	3ème	Atelier de montage - Dessin	1
	2ème	Peinture Conservation	2
	2ème	Palier Conservation	1
	1er	Palier Art Graphique	1
	1er	Salle de lecture Art Graphique	1
		Salle de repos	1
	RDC	Art Premier	1
		<b>S/TOTAL</b>	<b>68</b>

SANITAIRES LOCAUX DU PERSONNEL			
Région	Etage	Département	Qté
<b>ST GERMAIN L'AUXERROIS</b>	VDI	Réserve Antiquités Orientales	1
	VDI	Réserve Antiquités Egyptiennes	1
		Réserve Sculpture	1
		Réserve A G E R	1
		Réserve Marly	1
		Réserve Objet	1
<b>TUILERIES</b>	JARDINS	surveillance	2
		Jardiniers	1
		Jardiniers/Surveillance	1
<b>AIRE LIVRAISON</b>		Installateur	2
		Installateur Mezzanine	1
		Atelier éclairage/MECA	1
		Cariste	1
		Mezzanine	1
		PC Lemonnier	1

<b><i>SAINTE ANNE</i></b>	1er	Bureaux	3
	2ème		4
	3ème		4
	4ème		4
	5ème		4
	6ème		4
<b><i>180 Rivoli</i></b>	5ème	Bureaux	1
	4ème		1
	3ème		1
	2ème		1
	1er		1
	ENTRESOL		1
	RDC BAS		1
<b><i>Musée Delacroix</i></b>		Bureaux et base vie	<b>3</b>
		<b><i>S/TOTAL</i></b>	<b>50</b>
		<b><i>TOTAL DANS LES SANITAIRES DU PERSONNEL</i></b>	<b>212</b>

Le nombre total de réceptacle sera à vérifier à la notification du marché par l'entreprise titulaire.  
La personne chargée de la conduite du marché peut notifier au titulaire par simple Ordre de Service, sans incidence financière, toute variation du nombre de réceptacles à traiter au titre du forfait sous réserve qu'elle reste comprise entre -5% et +5% du nombre de réceptacles global précisé ci-dessus.

### 3.2.3 Modalité et fréquence d'exécution des échanges de réceptacles

Le titulaire procède à l'échange des réceptacles d'hygiène féminine comme suit :

- Sanitaires Publics => service bihebdomadaire (2 fois par semaine)
- Sanitaires Personnels => service hebdomadaire

Le titulaire procède à l'échange de ces équipements en un seul voyage. Les équipements sales ne devront pas être mélangés avec les propres.

Cet échange se réalise chaque semaine :

- Le mardi à partir de 7h30 et jusqu'à 16h30 au plus tard pour la prestation d'échange concernant les sanitaires publics
- Le vendredi entre 8h00 et 10h30 sans gêne pour le public pour le deuxième passage concernant les sanitaires publics
- Indifféremment le mardi ou le vendredi pour la prestation d'échange concernant les sanitaires du personnel

Différents événements susceptibles de perturber ces échanges pouvant survenir, la personne chargée de la conduite du marché se réserve le droit de modifier le calendrier d'intervention au moins 48 heures à l'avance.

En cas de non-respect des horaires prévus, l'EPML peut appliquer des pénalités de retard.

Le titulaire doit tout mettre en œuvre, à ses frais, pour garantir la régularité et ponctualité des ramassages et des livraisons même en cas d'intempéries ou d'autres causes d'empêchement.

Les quantités et qualités de chaque article restitué sont égales aux quantités enlevées et au descriptif qualitatif. Elles pourront, à la demande de la personne en charge du marché, être constatées par un bordereau de remise, remis en double exemplaire et signé par les deux parties et précisant au minimum :

- La date et l'heure de passage
- Le nombre d'équipements retirés et livrés avec leurs caractéristiques et dimension

Si le jour d'enlèvement et livraison correspond à un jour férié, la livraison aura lieu le lendemain dans les mêmes créneaux horaires et sans gêne.

Nonobstant le décalage des livraisons en pareil cas de jours fériés, aucune modification des tournées antérieures ne sera autorisée.

Il appartient au titulaire de remplacer dans un délai de 24 h tout équipement comportant une défectuosité constatée résultant d'une utilisation normale et anormale, ou ne répondant pas aux trois critères qualité sur simple appel téléphonique du représentant de la personne publique.

Aucune indemnité pour perte, vol, dommages, négligence ne sera allouée à l'entreprise.

### 3.2.4 Evacuation et traitement des déchets

Le titulaire assure, au titre du forfait, l'évacuation, le transport et le traitement par incinération des déchets issus des réceptacles d'hygiène féminine.

Le titulaire s'engage à acheminer les produits enlevés vers un centre de traitement agréé. A ce titre, il doit fournir à la personne chargée de la conduite du marché une copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation et/ou du certificat d'agrément de l'installation vers laquelle il oriente les déchets collectés sur le site.

Le prestataire précise dans une fiche récapitulative mensuelle les tonnages collectés dans le mois ainsi que l'historique des quantités collectées durant l'année en cours au regard des tonnages des déchets correspondants de l'année N-1.

Au titre de la réglementation, chaque producteur de déchets est responsable devant la loi de ses déchets, et des conditions dans lesquelles ils sont collectés, transportés, éliminés ou recyclés. C'est pourquoi le titulaire fournit une fois par mois, à la personne chargée de la conduite du marché, un Bordereau de Suivi attestant du déchargement et traitement des déchets dans des installations classées pour la protection de l'environnement autorisées à les recevoir.

L'EPML répercutera au titulaire tous frais à supporter du fait de la non application de la chaîne d'évacuation et de traitement des déchets.

### **3.3 Les prestations à bons de commande**

En cas de besoins supplémentaires de tapis antisalissure ou de réceptacles d'hygiène féminine au-delà des 5% précisés à l'article 3.1.4 et 3.2.2, les équipements seront commandés suivant le bordereau de prix unitaire du marché conformément aux modalités précisées au CCAP.

Un devis est alors établi par le titulaire à la demande de la personne en charge du marché.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours calendaires pour transmettre par courriel un devis au représentant de l'EPML,

## **ANNEXES**

- **ANNEXE 1**                      **PROTOCOLE CHARGEMENT ET DECHARGEMENT DE L'AIRE DE LIVRAISON**
- **ANNEXE 2**                      **LIVRET DE CIRCULATION**
- **ANNEXE 3**                      **LOCALISATION DES TAPIS**